

**Mali - MINUSMA - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 23 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, pour son intervention comme toujours très éclairante, et qui nous rappelle combien la situation au Mali est aujourd'hui à un tournant décisif. Je souhaite également chaleureusement la bienvenue au ministre malien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Son Excellence Monsieur Tiéman Hubert Coulibaly, et le remercie d'avoir fait le déplacement à New York afin de participer à nos travaux. C'est un geste important que la France, et je crois l'ensemble des membres du conseil, apprécie. Merci Monsieur le Ministre.

Monsieur le Président,

Plus de deux ans et demi après la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation pour le Mali, force est de constater que beaucoup reste à faire pour assurer sa pleine mise en oeuvre. Cette situation n'est pas sans conséquences sur le terrain. Il est plus que jamais temps que l'ensemble des parties progressent dans la réalisation de leurs engagements respectifs. C'est d'autant plus le cas que la fenêtre d'opportunité pour avancer est étroite, à l'approche des échéances électorales prévues au Mali au cours de l'année 2018 et alors que la situation sécuritaire dans le Nord et le Centre du pays demeure un motif de réelle préoccupation pour tous. Faute de progrès, c'est l'ensemble des acquis obtenus jusqu'ici mais également la pertinence même de l'accord qui finiraient par être remis en cause. Il ne saurait pourtant y avoir de stabilité durable au Sahel sans une pleine mise en oeuvre de l'accord de paix malien.

Dans ce contexte, la France salue l'engagement renouvelé du gouvernement malien et des mouvements signataires à mettre en oeuvre l'ensemble des dispositions de l'accord de paix, à travers l'adoption, il y a quelques jours, d'un chronogramme «d'urgence» détaillant un calendrier précis de réalisation des engagements de chacun d'ici la fin du mois de mars. Il s'agit d'une avancée positive, longtemps attendue, qui doit permettre de réaliser des progrès significatifs à court terme dans la mise en oeuvre de l'accord. Il importe désormais de passer de la parole aux actes, et que ces engagements se traduisent par des mesures concrètes sur le terrain. Il est particulièrement urgent que des progrès soient réalisés dans les domaines de la décentralisation, à travers la relecture consensuelle des lois portant sur la décentralisation, l'adoption d'une loi portant création d'une police territoriale au niveau de la région ainsi que la dotation des autorités intérimaires en moyens humains, techniques et financiers nécessaires à l'exercice de leur mission. Le lancement concret du processus de désarmement, de

démobilisation et de réintégration est également prioritaire, via la définition de critères d'éligibilité et de quotas de combattants. Nous suivrons ces différents points de près au cours des semaines à venir, aux côtés, bien sûr, des acteurs maliens. La France encourage par ailleurs les autorités maliennes à progresser dans la lutte contre l'impunité. Elle appelle toutes les parties à mettre un terme aux violations des droits de l'Homme.

Monsieur le Président,

La responsabilité de ce conseil, conformément aux termes mêmes de l'accord de paix, est de prendre les mesures nécessaires pour encourager les parties à se conformer aux engagements qu'elles ont consentis dans ce cadre. L'adoption en septembre dernier de la résolution 2374 mettant en place un régime de sanctions concernant le Mali a été un premier pas en ce sens. Des mesures complémentaires devront être envisagées si les engagements récemment pris par les parties ne devaient toujours pas être tenus, y compris sous la forme de propositions de mise sous sanctions d'individus responsables de blocage dans la mise en oeuvre de l'accord. La France est prête à prendre ses responsabilités en ce sens. Les rapports à venir du panel d'experts et de l'observateur indépendant, dont nous saluons la mise en place respective, fourniront une base pour avancer en ce sens si besoin. Chacune des parties maliennes doit aujourd'hui faire face à ses responsabilités.

Monsieur le Président,

Les pays du G5 Sahel continuent de se mobiliser pour faire face à la menace terroriste existentielle qui pèse sur leurs populations et leurs Etats. Les dernières semaines ont été l'occasion de nouveaux progrès dans l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel, à travers la mise en place d'une feuille de route précise sur les modalités de déploiement des troupes, le transfert de commandement ou encore les prochaines opérations. L'objectif reste plus que jamais d'enregistrer rapidement des signaux positifs sur le chemin de la stabilisation des pays du G5 Sahel, en confirmant notamment le retour de l'administration et des services publics sur l'ensemble de leurs territoires.

à New York, notre priorité doit être de tout mettre en oeuvre pour que l'accord technique prévu par la résolution 2391 puisse être signé en amont de la conférence des donateurs qui se tiendra le 23 février à Bruxelles, afin d'être en mesure d'y mobiliser les ressources nécessaires au financement du soutien de la MINUSMA à la force conjointe. Celui-ci transitera par un mécanisme hébergé par l'Union européenne et devra être alimenté par des contributions internationales, conformément aux dispositions de la résolution 2391.

Enfin, Monsieur le Président, l'établissement d'un cadre de conformité robuste en matière de respect des droits de l'Homme demeure une condition importante du succès des opérations de la force conjointe. Nous encourageons à cet égard les pays du G5 à établir dans les meilleurs délais le cadre de conformité prévu par la résolution 2391, dans le prolongement du travail engagé en ce sens au cours des dernières semaines. Il s'agit en outre du meilleur moyen de s'assurer de l'éligibilité de la force conjointe au soutien de la MINUSMA, au regard des critères des Nations unies en matière de conditionnalité dans le domaine des droits de l'Homme.

Monsieur le Président,

Malgré tous les défis auxquels elle fait face, la MINUSMA demeure aujourd'hui un instrument indispensable pour assurer la stabilité du Mali, en complément des autres forces de sécurité présentes sur le terrain.

Notre responsabilité est, à court terme, de continuer à nous mobiliser afin d'apporter à la MINUSMA l'ensemble des moyens nécessaires à la réalisation du mandat robuste qui lui a été confié par ce Conseil. La priorité réside, à cet égard, dans le déploiement sans délai sur le terrain de capacités adaptées, afin de permettre à la force d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle dans les mois à venir. Des solutions pérennes doivent rapidement être trouvées afin de garantir un équipement satisfaisant des contingents en véhicules blindés, le maintien à moyen terme de capacités dans le domaine aérien et dans le domaine du convoi d'escortes blindées.

Enfin, la revue stratégique de la MINUSMA qui sera menée dans les semaines à venir nous offrira l'occasion de mener une réflexion de plus long terme sur l'avenir de la mission et son articulation avec les autres forces de sécurité sur place, au premier rang desquelles figure la force conjointe du G5 Sahel. Le Mali et le Sahel constituent en effet un des lieux privilégiés où se construit l'avenir du maintien de la paix, qui nous offre l'opportunité de travailler à mettre en place une articulation vertueuse entre une opération onusienne et une opération africaine. Cela ne sera toutefois possible que si chacun dispose des outils et du soutien nécessaire de la part de la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Comme j'ai eu l'occasion de le souligner au cours de mon intervention, il est aujourd'hui urgent de progresser vers une mise en oeuvre pleine et entière de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali. La responsabilité de ce conseil est d'adresser un message fort d'encouragement aux parties maliennes en ce sens. La France soumettra dès aujourd'hui aux autres membres du Conseil une proposition de déclaration à cet effet.

Je vous remercie./.